

Le Combat Syndicaliste

CNT-AIT

Méditerranée - Rhône-Alpes

**Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs**

AGIR

au lieu d'élire

Sommaire

p. 4 :
*Les enfants de
Don Quichotte :
du vent ?*

p. 7 :
*Les négriers
modernes
sont au pouvoir.*

p. 9 à p. 14 :
*Notre
programme
pour les
élections :
s'abstenir et
agir au lieu
d'élire !*

p. 15 :
*Luttes
corporatistes,
luttes stériles*

p. 18 :
*Iran, Irak,
c'est aussi
la guerre
des classes*



CNT - AIT

Association Internationale des Travailleurs

*AIT, ASI-MUR CLS
Postanski pretinac 6
11077 Beograd, Serbie.*

Confédération Nationale du Travail

*Pour tout contact
sur le plan national,
s'adresser à :
CNT-AIT
(bureau confédéral),
7, rue Saint-Rémésy
31000 Toulouse.*

Adresse du site Web
de la confédération :
<http://www.cnt-ait-fr.org>
Vous y trouverez
les liens confédéraux
et internationaux
de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73
Directeur : Michel Maza
Imprimerie spéciale
CNT-AIT.

Réalisation
des pages confédérales :
CNT-AIT,
18, rue Jean-Baptiste
Carreau, 64000 Pau.

Abonnements :
*1 an (6 n^{os}) : 7,5 euros
Soutien: 15 euros
Chèques à l'ordre
de la CNT-AIT.
Voir pages régionales*

Edito

Le rôle de l'idéologie est de transformer les intentions en actes : garder le cap. Lorsque les déclarations de principes ne se traduisent pas dans les faits, la réalité historique devient ce que sont les faits, non ce que clamaient les intentions.

Un exemple : une organisation syndicale qui pratique la cogestion – même critique – est confrontée à des contradictions qui l'éloignent de la gestion collective des luttes. Un décalage se crée entre les élus, pris dans une réalité gestionnaire, et les autres syndiqués qui en sont exclus. La logique des élections professionnelles, et des organismes qui en découlent, déplace le conflit du terrain syndical à celui de la cogestion. Les discussions, les décisions, se prennent entre les élus du personnel, les représentants du patronat et/ou de l'État ; et le rapport de forces se réduit aux votes qui ont lieu dans ces organismes. Les débats des assemblées générales, la constitution d'un rapport de forces par la lutte, n'ont plus la même signification, car ils ne sont plus les lieux essentiels où se décide l'avenir, ils sont – au mieux – cantonnés à un rôle subalterne, d'appui à l'action des élus. Ils ne participent qu'indirectement à la bataille. L'action syndicale perd en sens, les syndiqués ne peuvent plus appréhender les enjeux avec la même lucidité car ils n'agissent plus directement pour prendre leur destin en main. Dépossédés de la maîtrise des luttes, ils se désinvestissent, peu à peu, tandis que l'élu syndical sort d'une logique de défense des intérêts des salariés pour passer des heures à réfléchir sur les intérêts de l'entreprise, ou de l'administration. Loin des tâches de nature syndicale, l'élu dépense son énergie et ses com-

pétences dans des problèmes techniques et mène des discussions interminables dont l'objectif est, avant tout, de trouver un terrain d'entente avec ceux qui ont des intérêts diamétralement opposés à ceux des salariés. L'incompréhension s'installe entre les salariés et les élus, incompréhension d'autant plus grande qu'après plusieurs années de cette pratique, les salariés démobilisés perdent de leur esprit d'initiative tandis que, pour les élus, les procédures des organes paritaires deviennent le processus naturel de l'action. Perdue sur un terrain qui n'est pas le sien, sans rapport de forces effectif, les mobilisations et la détermination ne pouvant pas être les mêmes chez les salariés qui ne se sentent plus vraiment acteurs, l'organisation syndicale en est réduite à négocier de moins en moins d'avantages et à faire de plus en plus de concessions. Elle apparaît alors, aux yeux des salariés, comme ce qu'elle est devenue : un organisme de cogestion et non l'outil de leur lutte. Coupée des salariés et en recherche de crédibilité permanente pour tenter de peser dans les discussions des organismes paritaires, désorientée par les véritables pratiques syndicales qui ne sont plus les siennes, elle en vient à chercher à contenir les luttes pour les maintenir dans le cadre où elle agit : les organismes paritaires. Il lui faut prouver qu'elle représente toujours les salariés au détriment des luttes. Sa logique est alors celle-là : prouvons que nous sommes capables de maîtriser les luttes, nous aurons de la crédibilité qui nous permettra d'obtenir des avancées qui nous permettront de regagner la confiance des salariés. L'organisation syndicale n'est plus alors ce qu'elle avait l'intention d'être, pour devenir ce qu'elle fait.

Refuser de participer aux élections professionnelles est un choix idéologique qui nous

ramène à la question première de ce que nous voulons être, de ce que nous voulons construire. La participation aux élections professionnelles donne des facilités immédiates (d'ailleurs, on peut se demander pourquoi pouvoir et patronat mettent tant d'insistance à y faire participer les syndicats) auxquelles l'organisation syndicale révolutionnaire doit renoncer, au risque de perdre son identité.

Il en va de même d'autres questions sur lesquelles nous devons prendre des positions de principes parce qu'elles touchent *aux fondements de nos convictions*.

Quand, lors de son dernier congrès, la CNT-AIT prend position pour l'abolition des prisons, elle réaffirme, dans ses orientations, les principes anti-autoritaires qui l'animent.

Lorsqu'elle adopte un accord de congrès sur les dérives de la société industrielle, et qui s'oppose au développement de toute technologie que nous ne pouvons pas maîtriser collectivement, elle réaffirme le choix politique de l'autogestion. Dans les deux cas, elle renvoie à des débats philosophiques et idéologiques qui touchent à l'essence même de la pensée libertaire. Car les accords de congrès ne sont pas de simples rappels de principes, ce sont des engagements pour le présent et l'avenir, des engagements qui imposent à chaque militant une réflexion qui doit se traduire par un positionnement clair. Les accords de congrès définissent le dénominateur commun qui donne à l'organisation sa substance. Ils nécessitent un renouvellement permanent des débats avec les nouveaux adhérents, pour clarifier, en permanence, qui nous sommes.

Les dérives existent, c'est un fait, qu'il serait un peu désinvolte de réduire à des responsabilités particulières de militants trop fragiles et à des concours de circons-

ances. Le XX^e siècle est là pour nous guérir de tout angélisme. Combien d'organisations révolutionnaires ont abouti à des résultats contraires à leurs objectifs ? La spontanéité des masses n'a pas plus garanti l'assurance des résultats vertueux. Nous savons désormais qu'un anarchiste peut être ministre, qu'un pacifiste peut se transformer en bourreau, qu'un communiste peut devenir l'apparatchik d'un capitalisme d'État. Nous savons aussi que, si la révolte des masses est légitime, elle peut, malheureusement, s'orienter vers l'injustice lorsqu'elle n'est pas animée de préoccupations éthiques.

À la croisée de ces deux exigences, éviter les dérives et affirmer des valeurs déologiques, l'appel à l'abstention, c'est avant tout ne pas nous tromper et ne pas entretenir des illusions.

Entrer dans l'acte électoral, c'est sous-entendre que nous pouvons influencer sur le pouvoir en déléguant notre pouvoir. Outre la naïveté, le manque de sens des responsabilités que ce chèque en blanc traduit, cela nous placerait dans une logique qui induit la recherche d'alliances politiques avec les « moins pires ». Les partis politiques – par définition – cherchent à conquérir le pouvoir ; nous rapprocher d'eux voudrait dire que nous abandonnons la démonstration fondamentale des anarchistes : l'État génère et maintient les inégalités sociales et son caractère liberticide aliène l'individu, détruit sa capacité inventive. Participer, même par le vote blanc, au jeu électoral, c'est reconnaître – et à terme admettre – la délégation de pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir lui-même.

L'acte électoral n'est pas anodin, et là non plus, ce n'est pas un hasard si le pouvoir insiste lourdement pour qu'il fasse consensus. Il légitime le pouvoir, fait admettre à chacun que l'État agit en son nom. Loin de regarder

la réalité politique des trente dernières années comme une politique cohérente où gauche et droite se sont bien réparti les rôles pour toujours amoindrir nos conditions de vie, nous prenons, par le vote, l'habitude d'observer les nuances qui distinguent les candidats, admettant ainsi tout ce qui les réunit comme une évidence. Nous abandonnons les luttes, et au lieu de réfléchir par nous-mêmes, d'agir par nous-mêmes et d'inventer l'avenir que nous voulons, nous attendons, aigris, sans illusion, un goût amer dans la bouche, que le prochain vainqueur soit plus magnanime que le précédent. Et nous assistons à l'éternelle valse qui remplit de colère les plus démunis, nous les laissons sans perspective. Comment s'étonner alors que certains s'abandonnent dans les bras du premier chef charismatique qui promet qu'avec lui ça va changer ? Accepter l'acte électoral, c'est admettre le principe de l'homme providentiel ! Et quand en 2002, un Le Pen est propulsé au second tour d'une élection grâce à une campagne médiatique sur la sécurité et que les basses œuvres du RPR qui lui ont fourni les signatures pour se présenter, ont persuadé ses concurrents directs (tel Pasqua) de ne pas se présenter, on en profite encore pour nous culpabiliser et nous interdire toute expression.

Il y a plus d'un siècle, Élisée Reclus le rappelait déjà : « *Voter c'est abdiquer ! [...] Voter c'est être trompé [...] Voter c'est évoquer la trahison. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes [...] laisser à d'autres la responsabilité de sa conduite, c'est un manque de courage ! [...]* » Nous ne cessons de le dire, si nous voulons un autre avenir, il faut agir au lieu d'élire. C'est ce que nous faisons chaque jour.

Syndicat des Travailleurs du Béarn



Enfants de Don Quichotte :

Qui ne sème pas la colère, récolte du vent

Portrait de la pauvreté dans un pays riche

Résumons la situation le plus simplement possible. La France, c'est :

- 7 millions de pauvres (moins de 780 euros par mois)¹ ;
- 3,4 millions d'allocataires de minima sociaux (soit 6 millions de personnes qui

en « vivent » si on ajoute leurs familles)² ;

- 90 000 personnes sans domicile³. Un tiers occupe pourtant un emploi⁴ ;
- 1 million de travailleurs vivant au-dessous du seuil de pauvreté⁵.
- 3,2 millions de mal-logés⁶ ;
- 3,9 millions de demandeurs d'emploi⁷ ;

... et 1 700 milliards d'euros de PIB.

Les sans-logis occupent les bords de Seine... et le devant de la scène.

La distribution de tentes aux SDF par Médecins du Monde avait déjà soulevé des polémiques en juillet 2006. L'association *Les Enfants de Don*

Quichotte décide de poursuivre dans cette voie en dormant avec les SDF (23 octobre), puis en installant un campement en plein Paris place de la Concorde (2 décembre). Ils sont évacués par la police et retentent l'opération le 16 décembre autour du canal Saint-Martin. L'action réussie, l'emballement médiatique s'amorce⁸. De fait, *Les Enfants de Don Quichotte* sont moins une organisation structurée et dirigée par les frères Legrand qu'une bannière reprise par tous ceux qui se sont alors mobilisés pour soutenir les sans-domicile. Des militants de diverses associations (No vox, DAL, ATD Quart Monde, Comité des sans-logis, etc.) ont participé et monté des campements dans différentes villes (Nice, Lyon, Bordeaux, Orléans, Tours, Poitiers...) sous l'étiquette des *Enfants* (on le verra lors de l'appel à lever les camps). Une stratégie qui s'est avérée payante en plaçant le problème des SDF sous les feux de l'actualité.

Après s'être planté sur l'ampleur du mouvement des tentes par l'intermédiaire de sa ministre de la Cohésion sociale dénonçant « leurre » et « poudre aux yeux », le gouvernement a été contraint de réagir. Un rapport de forces s'est alors créé opposant les revendications des associations et les propositions du gouvernement. La poursuite de la mobilisation étant l'élément crucial. En gros, les uns tentent de faire cracher le plus possible aux pouvoirs publics, les autres multiplient les annonces pour enrayer le mouvement. Pendant ce

temps, l'opinion découvre chaque jour un peu plus le vrai visage des sans-logis, l'importance de ce drame et le scandale que cela représente. Le 8 janvier, Augustin Legrand, sur le point de partir pour un tournage en Afrique du Sud, annonce la fin de l'opération. Sur le terrain, les réactions des *Don Quichotte* sont plus mitigées, mais les campements restent. Le combat contre la misère se poursuit et c'est tant mieux.

Zoom sur quelques actions locales

C'est à Orléans que les *Don Quichotte* ont commencé à étendre leur action. Un campement a été installé à côté du cinéma *Pathé* le 28 décembre. Les objectifs sont alors de « [1] *montrer aux Français la défaillance de l'État dans son rôle de garant des « moyens convenables d'existence » ; [2] inciter les SDF et les bien-logés à exiger de l'État l'application du droit à une vie décente pour tous sur le territoire français ; [3] lutter contre les trop nombreux préjugés que nous avons sur les SDF et restaurer par l'action la place des SDF au milieu de la communauté des hommes »*. Dès le 30, les organisateurs annoncent la levée officielle du camp considérant « *leur message entendu* » et parce que la gestion de ce genre d'occupation est délicate. Cependant, des sans-logis sont restés sur place⁹. Ensuite, une partie du matériel a été transmis à Tours pour y établir un autre campement, sur la base de relations entre des mili-

tants du DAL participant aux 2 actions respectives. Cette opération s'est avérée difficile à cause de l'acharnement du préfet à chasser les SDF et leurs compagnons : 7 expulsions de sites différents au 12 janvier¹⁰. Lionel Bellot (DAL 37) expose les pressions exercées par les autorités : envois d'huissier, des forces de l'ordre, menace d'amende pour déjections canines...

À Poitiers, un campement a vu le jour autour de Notre-Dame-la-Grande. Après 3 semaines d'occupation, sans-domicile et militants poursuivent leur action en attendant que les 14 dossiers soient véritablement réglés. Pour pérenniser leur mouvement, ils cherchent à constituer une association¹¹.

Globalement, on observe la même volonté de continuer la lutte malgré l'appel à lever les camps et un profond scepticisme à l'égard des promesses de l'État.

Hasta siempre

Grâce à un enchaînement d'actions médiatiques, le problème des sans-logis s'est imposé pendant plusieurs semaines. Devant ce déballage de misère, l'État a dû cracher quelques miettes pour sauver la face. Le gouvernement a annoncé la création, pour 2007, de 27 100 places d'hébergement d'urgence pérennes et celle d'un comité de suivi réunissant représentants de l'État et d'associations. Le projet de loi sur le droit au logement opposable prévoit d'instaurer progressivement celui-ci à partir de dé-

(suite page 6)

(suite de la page 5)

cembre 2008 jusqu'en 2012. Les mal-logés ou les sans-domicile pourront saisir la commission départementale de médiation qui décidera s'ils doivent être relogés en priorité par le préfet. Un recours pourra alors être déposé contre l'État devant le tribunal administratif si on ne leur fournit pas un toit ¹².

Néanmoins, la précarité, le mal-logement et les SDF vont subsister, car ils sont le fruit du fonctionnement de notre société. Le gouvernement a simplement voulu sortir de la crise et dégonfler le mouvement en formulant quelques promesses. La loi risque de rester lettre morte comme celle sur les réquisitions, la loi RSU ou encore la loi Besson de 1990 qui instaurait déjà un droit au logement (accéder et se maintenir dans un logement décent), considéré comme « *un devoir de solidarité* ». Le gouvernement justifie le délai d'application du droit au logement opposable par la nécessité de pouvoir proposer des logements suffisants. Il refuse donc de venir immédiatement en aide aux sans-abri et mal-logés alors qu'il pourrait le faire grâce à la loi sur les réquisitions. La solidarité est sacrifiée sur l'autel du droit à la propriété qui dissimule en fait un droit à spéculer.

La lutte doit absolument se poursuivre. À chacun de prendre le relais de ceux qui se sont déjà investis pendant des jours. Il faut avant tout veiller à ce que les mesures annoncées soient vraiment appliquées et cela ne se fera

pas sans une pression populaire forçant la main au gouvernement. Il convient aussi de trouver une solution immédiate en exigeant l'application du droit de réquisition pour que personne ne dorme à la rue cet hiver. Mais il faut avoir conscience du chemin qui reste à faire pour mettre un terme aux situations misérables, intolérables dans un pays riche. Pour cela, il faudrait accroître la construction de logements sociaux malgré les réticences des élus et des nantis, éradiquer la spéculation immobilière, supprimer le travail précaire, redistribuer les richesses... bref, abattre le capitalisme !

Enfin, l'initiative des *Don Quichotte* invite à réfléchir sur l'action directe. Leur objectif étant de contraindre les pouvoirs publics à intervenir sur la question des SDF en menant des actions médiatiques. Un moyen difficile à maîtriser puisqu'il échappe au contrôle de ceux qui mènent la lutte. Ensuite, l'action peut alors se réduire à une image artificielle : on s'émeut face aux images médiatisées, puis on tourne la page car on nous annonce que le gouvernement a solutionné le problème. Enfin, cette action se limitant à forcer la main à nos dirigeants sans énoncer leur inaction devant la misère contribue à légitimer leur pouvoir. Il est donc nécessaire d'affirmer clairement, à travers ce genre d'initiative, l'injustice et l'inefficacité de nos « représentants » : Faites ce qu'on vous dit en attendant qu'on vous chasse !

Syndicat Intercos de Châteauroux

- 1 *Rapport de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion sociale 2005-2006*, page 26.
- 2 *Études et Résultats n° 447*, novembre 2005, publié par la DREES.
- 3 *Économie & statistique n° 391-392*, octobre 2006, publié par l'INSEE.
- 4 « Les sans-domicile ne sont pas coupés de l'emploi », *INSEE Première n° 925*, octobre 2003.
- 5 « Pauvreté et activité : vers quelle équation sociale ? », *Lettre de l'OFCE n°262*, 24 juin 2005.
- 6 *Rapport mal-logement 2006* de la Fondation Abbé Pierre.
- 7 *Demandeurs d'emploi indemnisés et non indemnisés en novembre 2006*, données Unistatis sur <http://www.assedic.fr>.
- 8 « Des Enfants très médiatiques », *Le Monde*, 7 janvier 2007.
- 9 Merci à Vincent B (FA et CNT45) pour les informations concernant cette action à laquelle il a participé.
- 10 « Les sans-abri de Tours et le Dal campent sur leurs positions », *La Nouvelle République (Tours)*, 12 janvier 2007. Pour mémoire, Paul Girod de Langlade, préfet d'Indre-et-Loire, venait juste de se distinguer dans une interview par des propos scandaleux sur les gens du voyage, les demandeurs d'asile et les emprisonnés.
- 11 « Les Enfants de Don Quichotte cherchent à créer une association », *La Nouvelle République (Poitiers)*, 18 janvier 2007.
- 12 « En 2012, le droit au logement concernera tous ceux qui ont droit à une HLM », *Le Monde*, 18 janvier 2007. « Dès le 1er décembre 2008, le droit opposable au logement sera ouvert aux SDF, aux familles menacées d'expulsion sans relogement, aux personnes hébergées temporairement ou habitant dans des locaux insalubres, dangereux ou *impropres à l'habitation* et aux mal-logés élevant des enfants mineurs. À partir du 1^{er} janvier 2012, il s'appliquera à l'ensemble des personnes qui ont droit à une HLM mais dont la demande n'a pas abouti après un *délai anormalement long* ».



Les négriers modernes

Fin de la régularisation automatique pour un étranger en situation irrégulière depuis 10 ans...

Regroupement familial et droit à la libre association entre individus suivant les affinités bafouées... Il ne sera pas très bon de s'aimer entre Français et « étrangers », comme de vouloir côtoyer des « immigrants », car il se pourrait qu'on les « protège » et que la suspicion s'installe si l'on ne suit pas la politique utilitariste et exploiteuse de l'État et ses sbires ! Sous une excuse d'utilitarisme économique,

cette politique installe insidieusement le fascisme dans nos comportements sociaux. Les « immigrés », c'est-à-dire, dans la définition actuelle, tous ceux qui ne sont pas naturalisés Français et « intégrés », sont montrés du doigt. On focalise et développe le sentiment de suspicion sur cette partie de la population. Face aux problèmes économiques et sociaux, le même « adversaire » revient sans cesse : « l'immigré ». Car même ceux qui sont en situation régulière, donc ceux qui ont

un travail et remplissent les « conditions » économiques que prescrit le Doc Sarko face à la maladie de l'immigration, seront pénalisés. Le droit de vivre en famille sera un parcours du combattant, les conditions du regroupement familial auront des critères quasi impossibles (sur les ressources, sur le logement... etc.) et le Maire devra « donner » son avis sur « l'intégration » de la famille. Problème.

Car que cache ce mot « intégration » ? Être « bien vu »

par la population de la ville où l'on habite, ne pas avoir de problèmes de voisinage, pas droit aux conflits sous peine de problèmes d'expulsion, en somme :

« être propre »... La délation a de beaux jours devant elle... Sarkozy reprend le bon vieux programme du Front National... Une carte « compétences et talents » permettra aux hommes de pouvoir perpétuer l'esclavage moderne des êtres humains. Contrôle du corps social et emploi abusif des personnes dans un seul but : asservissement du temps de chacun pour une économie de profit à destination d'une oligarchie arrogante et imbécile...

Vendredi 5 mai a été adopté par les députés un projet de loi limitant les activités professionnelles à des zones géographiques précises pour les travailleurs étrangers. *Le Nouvel Obs* du 06/05/2006 :

« Concrètement, un étranger ayant bénéficié de ces dispositions qui perdrait son emploi ne serait autorisé à en chercher un autre que dans le même métier ou la même zone géographique », précise dans

son rapport Thierry Mariani (UMP). On se rappellera les étudiants et lycéens qui, voulant faire grève pendant les manifs anti-CPE, ont été condamnés par les instances judiciaires à disserter pendant 4 heures sur la « liberté de circulation des personnes ». Cynisme du pouvoir et de la justice bour-

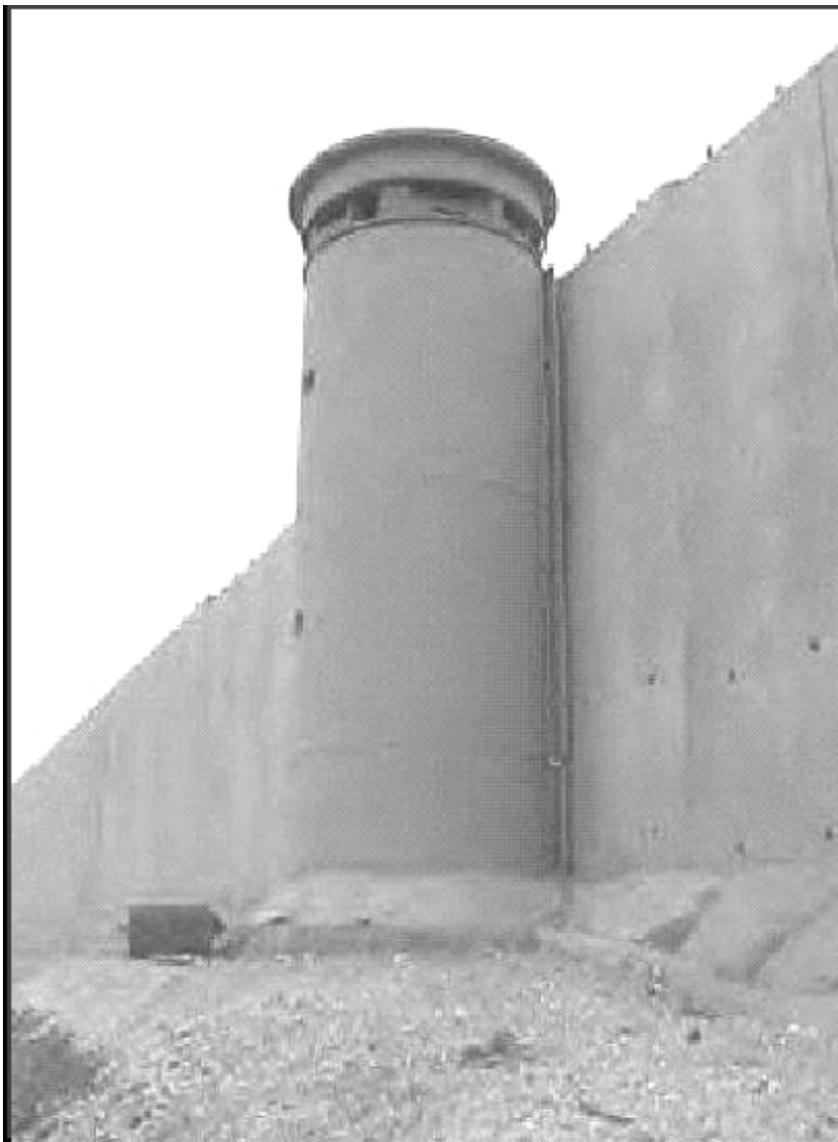
geoise ? Nos chers politiciens féodaux devraient se remettre à disserter sur leur pouvoir, je ne suis pas sûr qu'ils seraient reçus à

au service de l'économie et non l'inverse, toutes ces mesures n'amènent qu'à des sociétés de plus en plus fascisées. Fascisme subtil,

puisque l'information est extrêmement bien distillée à travers nos médias qui permettent d'avoir un consentement progressif des masses, il n'en est néanmoins que plus présent dans nos comportements et nos mœurs : immigrés « utiles », jeunes « violents » (mais la société, le système ne l'est-il pas ?), rapports entre individus gérés surtout par l'opportunisme et le « désir de carrière », éloge des valeurs bourgeoises et libérales (la hiérarchie justifiée comme seule possibilité d'Ordre, exploitation des personnes par le salariat justifiée par la soi-disant nécessité de « motiver » les salariés (exploitation = motivation !), la loi du plus fort détruit la solidarité naturelle des personnes... etc.). Face à ce constat, nous devons rester vigilants et lutter pour les droits fondamentaux des individus. Restons solidaires. Comme disait Proudhon, nous

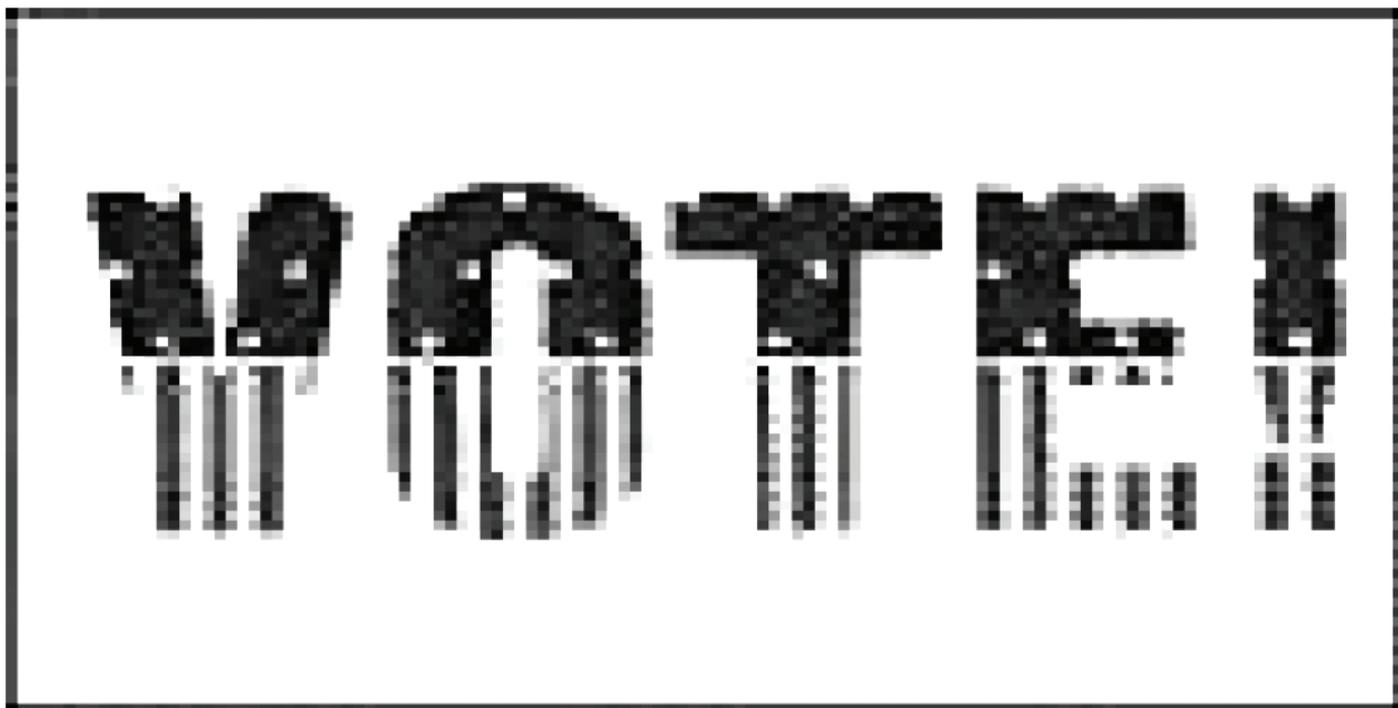
sommes des « citoyens du Monde », la notion d'étranger n'existe pas, car le sol appartient à tout être humain. La notion d'immigré et d'étranger n'apparaît qu'avec celle de la Nation et de l'État. Et elle disparaîtra avec.

Syndicat Interco Paris Nord



A bas les frontières
CNT-AIT 18 rue JB Carreau 64 Pau **Anarchosydicalisme**
www.cntaitaquitaine.fr

l'examen de l'école du peuple... Renforcement de la précarité et institutionnalisation de la clandestinité, exploitation de l'homme par l'homme, critères de sélection purement liés à un utilitarisme économique niant les talents individuels de chacun : tu es « utile » suivant « nos » critères. Homme



L'abstentionnisme a bon dos

Tel parti perd le pouvoir, c'est la faute aux abstentionnistes parce que, bien entendu, s'ils-elles s'étaient déplacé(e)s aux urnes, ils-elles auraient voté pour lui. Tel autre parti n'obtient pas la majorité absolue et doit donc composer des alliances et c'est encore la faute aux abstentionnistes. Pour tous les partis dits « démocratiques » et, pour ceux de droite, dits « parlementaires », les scores des partis extrémistes et, notamment, de l'extrême droite sont encore dus aux abstentionnistes... Ainsi, l'abstentionnisme a bon dos : il est le bouc émissaire auquel on fait porter la responsabilité de toutes les « défaillances » du système de représentation parlementaire. Il serait en particulier le symptôme d'un désintéressement de la politique autant que du politique, de l'inconscience politique, d'une perte, voire d'un refus des res-

ponsabilités « citoyennes »... bref l'ennemi à abattre !

Il existe deux abstentionnismes, l'un positif, l'autre par défaut.

L'abstentionnisme positif est le refus délibéré, conscient de participer aux divers scrutins du régime politique considéré, voire même, encore plus en amont, de s'inscrire sur les listes électorales. Mais, ce refus, en fait, n'est que secondaire, consécutif ; l'abstentionnisme est, d'abord, le refus du système en place. En ce sens, il est bien un acte... politique par excellence parce qu'il est fait au nom d'une autre conception du politique et, singulièrement, du mandat politique ainsi que de la « souveraineté » (au sens de liberté non... déléguable).

L'abstentionnisme par défaut est la non-participation, ponctuelle ou durable, à des scrutins en raison de l'incapacité qu'ont les vo-

tant(e)s à choisir parmi l'« offre » faite, de leur déclinaison de cette même « offre » (ce qui sous-entend que leur choix se porterait sur une autre offre, non officielle, c'est-à-dire non « légale » si elle leur était faite) ou, tout simplement, d'un désintéressement à l'égard de tel ou tel scrutin parce que d'autres priorités sont faites (c'est le cas « classique » des pêcheuses à la ligne !). Dans ce cas, il n'y a pas d'acte politique posé, affirmé, revendiqué mais, au plus, un « retrait » du politique.

L'accusation de « dé » ou « a » politisation lancé aux abstentionnistes positifs est, à l'évidence, totalement infondée puisque les intéressé(e)s, bien au contraire, ont une action politique constante mais... dans d'autres lieux que l'isoloir (le lieu de travail, le syndicat, le milieu associatif, la rue, le

(suite page 10)

(suite de la page 9)

voisinage, la famille...) et que leur abstentionnisme n'est jamais qu'un élément d'action (je dirais volontiers, de lutte) parmi d'autres. D'ailleurs, et en ce qui concerne l'extrême droite, ces abstentionnistes sont de tous les combats menés contre elle, voire même à leur pointe lorsqu'il s'agit de faire le « coup de poing ».

L'extrême droite ne naît pas du non-vote, de l'abstentionnisme mais de la logique même du système politique ainsi que de la situation sociale, économique, culturelle... de la société où elle se développe. La preuve en est que, même interdits et donc absents de l'offre électorale, les partis d'extrême droite existent et mènent une action politique, dans la clandestinité ou au grand jour. De même, les abstentionnistes n'ont aucune influence sur les querelles intestines auxquelles se livrent les partis et qui, parfois, peuvent inverser un rapport de forces électoral en leur défaveur ou sur les alliances (plus ou moins sincères ou... assassines) dont les fluctuations peuvent faire implorer et donc « tomber » une majorité parlementaire ou gouvernementale. Ils-elles n'exercent pas non plus la moindre « force » sur le contexte international politique, économique, militaire, diplomatique... alors que celui-ci peut bouleverser des équilibres politiques nationaux et, de ce fait, faire et défaire des gouvernements et des parlements.

Les abstentionnistes ne sont pas non plus responsables de l'effet de yo-yo dont est coutumier l'« opinion publique » du fait de la médiatisation, voire de la marchandisation non seulement de la politique mais des partis et des politicien(ne)s.

Parce qu'il ne s'inscrit pas dans mais contre le système, l'abstentionnisme n'est pas à l'origine de ses éventuels « dysfonctionnements » puisque ceux-ci ne sont jamais que le fonctionnement normal du... système. Les abstentionnistes allemand(e)s des années trente n'ont pas été les « parents » d'Adolf Hitler et du nazisme. De même, en avril 2002, les abstentionnistes français(e)s n'ont pas enfanté Le Pen et le Front National. Dans l'un et l'autre cas, c'est le système politico-économique en place qui a engendré puis porté ces monstres sur les fonts bap-



tismaux de la démocratie bourgeoise. C'est à lui et à lui seul d'assumer sa paternité ! Et puisque ces monstres sont les « enfants » du système - enfants qui, pour reprendre une image biblique, sont à l'image de leur créateur - il est illusoire de s'imaginer que c'est ce système qui éradiquera la peste brune qui se répand. Non, le système ne se livrera pas à l'infanticide car ce serait pour lui l'aveu de sa paternité et donc de sa culpabilité. Dans la famille démocratique - du moins telle qu'elle est dans le système actuel - on ne peut pas

accepter les parents et refuser les enfants, sachant que ces derniers, parfois, jouent aux parricides : soit on accepte toute la famille, soit on la rejette dans sa totalité. Et c'est bien ce que font les abstentionnistes positifs-ves qui, considérant que, de toutes les façons, les dés sont pipés, se refusent à jouer au jeu démocratique.

Toutefois, il ne faut pas se leur-rer : les abstentionnistes positifs-ves sont minoritaires (pas... un sur cent ?). Mais, bien que minoritaires, ils-elles sont... politiquement agissant(e)s à la différence de ceux-celles qui ne le sont que par défaut, par amateurisme, en dilettante. Et l'une de leur action doit justement consister à faire de cet abstentionnisme par défaut un abstentionnisme positif : un choix politique, celui d'une... autre société. Une société sans État, sans représentation parlementaire, sans parti, sans drapeau, sans frontières, sans nationalité, sans exclusive... Une société véritablement humaine, c'est-à-dire d'individus libres, égaux et fraternels. L'Anarchie ! Un tel combat n'est pas vain, illusoire. En effet, compte

tenu du nombre croissant de non-votant(e)s, le jour où l'abstentionnisme positif sera le fait d'une écrasante majorité, alors ce jour sera, d'une certaine manière, le... Grand Soir puisque faute de joueurs-ses et, surtout, de spectateurs-trices, le système actuel ne pourra plus se donner en spectacle, ne sera plus LE jeu... et tel un fruit pourri sur l'arbre, il tombera de lui-même. Une utopie ?... Mais ne sont-ce pas les utopies qui, quoi qu'on dise, font avancer les choses ?

JC (Syndicat Intercos Paris)

Petit retour sur la représentation dans les luttes



L'année scolaire 2005-2006 fut riche en lutte sociale chez les étudiants et les lycéens. Le mouvement dit « anti-CPE », qui s'attaquait en réalité à la loi sur l'égalité des chances tout entière et, par endroits, à la précarité dans son ensemble, est venu à bout de la détermination du gouvernement. Malheureusement pourrait-on dire, deux mois de lutte n'ont servi qu'à retirer le CPE, et les autres mesures demeurent en place, comme le travail de nuit à 15 ans. Le bilan du mouvement anti-CPE peut nous aider à brosser dans les grandes lignes quelques idées pour ne pas répéter certaines erreurs à l'avenir.

Tout d'abord, nous avons pu constater le manque d'engagement des syndicats dans la lutte. Ceux-ci se sont contentés de mobilisations ponctuelles, concentrées sur quelques jours seulement. Par ailleurs, les leaders syndicaux s'exprimaient en notre nom dans les médias, se prenant pour les porte-parole de notre mouvement ; bien souvent, ils déformaient totalement nos revendications, les ré-

(suite page 12)

(suite de la page 11)

duisant au simple retrait du CPE. Ceci nous montre que nous ne pouvons avoir confiance ni en ces organisations, ni dans les médias : la meilleure façon de ne pas se faire trahir par ses chefs, c'est de ne pas en avoir ! L'auto-organisation des étudiants, lycéens et autres personnes en lutte doit être la règle. On n'insistera pas assez sur la nocivité des SO et à la collaboration policière dont ils ont pu faire preuve, laissant apparaître une sale impression d'apartheid dans les manifs.

Le fonctionnement des Assemblées Générales doit également être repensé. Une AG, c'est un moyen permettant aux gens en lutte de s'organiser à la base ; ce n'est donc pas une assemblée de fac où les anti-grévistes peuvent voter et remettre tous les jours sur la table un débat « pour ou contre le blocage », ni une athénée grecque où l'on applaudit ou hue des orateurs sophistes qui pensent plus à leur ego qu'à l'intérêt collectif. De la même manière, remettre en cause le rôle des commissions pourrait être intéressant : celles-ci arrivent bien souvent à l'AG pour présenter un projet que celle-ci n'a plus qu'à entériner... Il s'agit donc plus d'un plébiscite que d'un véritable choix. En plus, les commissions sont essentiellement peuplées par les politiciens et syndicalistes dont il est question plus haut.

Face à tout cela, il n'existe pas 36 solutions : chaque personne en lutte doit s'intéresser activement à ce qui se passe et tenter de s'impliquer personnellement dans les débats, de se construire un avis, de

réfléchir avec d'autres lutteurs (par exemple en petit nombre d'abord, puis une fois un accord trouvé, ce petit groupe peut aller présenter son idée à l'AG) et d'émettre des propositions sans attendre – par facilité – que celles-ci viennent des orateurs leaders. Ce n'est que par la prise en charge individuelle et collective des outils de lutte que nous pourrions être véritablement maîtres de nos actes et revendications.

Cela ne suffit pourtant pas. Contrairement à ce que pensent certains syndicalistes révolutionnaires, la mise en place d'une lutte autogestionnaire ne garantit en rien sa capacité à contrer le pouvoir et à lui nuire de manière significative. Encore faut-il à la lutte un contenu global et cohérent. Comment peut-on lutter efficacement contre le CPE parce que celui-ci constitue une grave avancée de l'insécurité par rapport au travail, si l'on ne prend pas en compte le système politico-économique qui génère ce type de mesures ? En effet, la précarité n'est pas le seul fait d'un gouvernement de droite (ce qu'aimeraient nous faire croire les politiciens de gauche), mais c'est la conséquence logique d'un système politique (l'État), économique (le capitalisme) et social (les valeurs de domination, d'oppression et de hiérarchie, qui pénètrent toutes les classes de la société) donné. Vouloir lutter contre un aspect, symptomatique de ce système, sans s'attaquer directement à ses bases, c'est se condamner à remettre le même combat à plus tard, car cela ne règle rien à la situation de fond. Si le CDI apparaît plus sécurisant, il n'en reste pas

moins un moyen d'exploitation pour un patron, et il ne protège pas forcément de la précarité : les employés de MacDo sont en CDI, et de manière générale, quelle que soit la nature du contrat de travail, les salariés peuvent être congédiés, privés de leur source de revenu parce que cela sert les intérêts de leur employeur. Le 11 janvier dernier, la Cour de cassation a même reconnu le droit de licencier en prétextant un risque de perte de compétitivité, sans avoir besoin de prouver celui-ci ! La question est donc primordiale : lutter, mais pour quoi ? Curieusement (ou non), les politiciens et syndicalistes, du plus mou au plus radical, cherchent à faire disparaître ce genre de questionnements dans leurs interventions et leurs façons d'agir : ils conçoivent tous la disparition de nos avis et opinions propres comme quelque chose de nécessaire à l'« unité dans la lutte » comme ils disent, comme s'il fallait gommer nos différences pour se retrouver ponctuellement côte à côte ; pire, diffuser des idées, questionner la pertinence de notre organisation sociale, vouloir créer des liens entre les luttes afin d'avoir une vue globale des problèmes, c'est « faire de la politique » (et ça, c'est mal paraître-il...), et ce serait vouloir récupérer le mouvement... Tout cela est ridicule et il faudra bien dépasser cette autocensure débile si nous voulons un jour pouvoir vraiment débattre du fond des problèmes et commencer enfin à tracer des chemins vers notre émancipation.

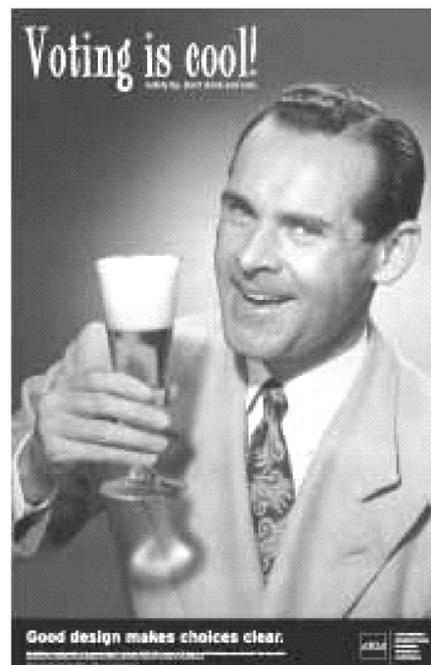
Syndicat Interco Paris Nord

Agir au lieu d'élire

« Voter est un devoir car des gens sont morts pour cela ». À ce moment-là, seules les femmes peuvent s'abstenir puisque aucune révolution n'a instauré le droit de vote pour elles. Pourtant, bien des femmes étaient présentes dans les émeutes de 1789, sur les barricades en 1830 et 1848, sans oublier les « pétroleuses » de la Commune. On peut déjà constater qu'il existe un profond décalage entre les révolutionnaires et les modestes réformes qui découlent de leur sacrifice. C'est simplement qu'une fois que les masses ont versé leur sang, une élite tire les marrons du feu pour asseoir son pouvoir. La révolution de 1848 en est le plus parfait exemple, d'autant plus que c'est elle qui a instauré le suffrage universel (qui excluait la moitié des citoyens du pays : les femmes). À peine avaient-ils contribué à renverser la monarchie et son système censitaire en février, les ouvriers parisiens se rebellaient en juin contre la suppression des ateliers nationaux. Ils furent alors gentiment massacrés par un régime bourgeois dont ils percevaient l'hypocrisie. Mais bizarrement, on ne nous parle que du sang versé en février et pas de celui coulé en juin. Comme on oublie de préciser que le premier président élu s'est rapidement mué en dictateur (Napoléon III). Oubliés également les morts de la Commune ou encore l'héritage du Conseil National de la Résistance qui représente quand même quelques martyrs. Pourquoi peut-on se permettre de revenir sur la Sécu ou d'occulter la loi sur les réquisitions qui ont été instaurées grâce au sacrifice de quelques-uns ? En tout cas, si ces fameux héros

morts pouvaient voir notre « démocratie », ils regretteraient sûrement leur sacrifice.

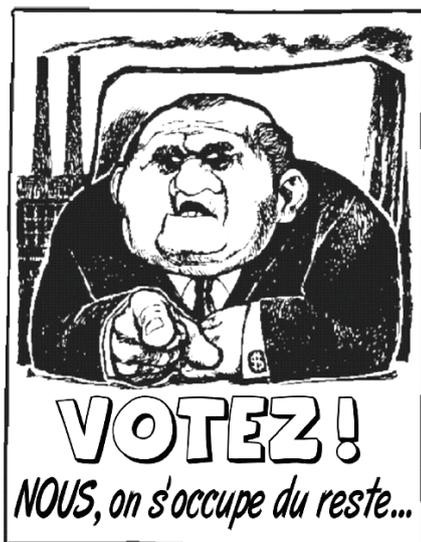
« Voter est un pouvoir » nous explique-t-on dans un spot télé. Oui... celui de choisir son maître. Souvenez-vous : « Ce n'est pas la rue qui gouverne ! » Entendez par là : « Vous nous avez élus, maintenant fermez-là ! ». Le peuple est souverain un jour tous les 5 ans et le reste du temps... qu'il reste à sa place de sujet docile ! Combien de promesses mensongères (*quid* de la fracture sociale après 12 ans de chiraquisme ?), de lois iniques (mesures liberticides de gauche et de droite, casse des retraites orchestrée par Jospin et Chirac, etc.) et de boucs émissaires (chômeurs, immigrés, fonctionnaires, jeunes, voire enfants de 3 ans prédestinés à la délinquance...) faudra-t-il encore subir pour que tout le monde ouvre les yeux ? Sarkozy décroche la queue du Mickey avec sa promesse de « zéro SDF dans 2 ans ». Pas mal quand on réfléchit aux causes du problème : manque de logements sociaux, précarité, obstacle à l'intégration des étrangers... Sarko sera donc le zorro des sans-logis. Lui, l'ancien maire de Neuilly qui a refusé de construire des HLM, en infraction avec la loi SRU (moins de 3 % de logements sociaux contre un seuil fixé à 20 %) ; l'ex-ministre de l'Économie qui a pris des mesures en faveur des donations de nantis plutôt que de se préoccuper des démunis ; le ministre de l'Intérieur qui accuse les immigrés de tous les maux lors de la crise des banlieues et qui jette des familles à la rue sans se soucier de les reloger. Sur la question, Ségolène a été moins rapide ; il fallait le temps d'éliminer toutes les pro-



messes déjà lancées et jamais tenues par la Gauche. Soyons sérieux, quel que soit le candidat élu, il y aura toujours des SDF, des chômeurs, des exclus, des expulsions et des travailleurs exploités dans notre système.

Bien sûr, on peut se dire qu'il faut choisir entre la peste et le choléra, qu'un candidat sera toujours pire qu'un autre. Suite au « Choc » du 21 avril 2002, les inscriptions sur les listes électorales ont bondi cette année ¹ (+ 3 000 à Châteauroux ; + 10 000 à Tours, soit le double par rapport à 2001), alors qu'on compte près de 3 millions de citoyens non inscrits ². L'électeur a donc simplement le pouvoir de choisir le candidat qu'il déteste le moins. Parce que le FN rôde il faudrait se sentir obligé de voter. Pourtant, qui lui a permis d'accéder au second tour en 2002 : les abstentionnistes ou les politiciens

(suite page 14)



(suite de la page 13)

qui ont dégoûté les citoyens du système ou poussé certains à préférer un démagogue fasciste ? C'est le comble, les politiciens rejettent la faute sur le dos des citoyens lucides que l'on tente de culpabiliser. Dans le « meilleur des cas », voter est un moindre mal. Mais une fois son devoir accompli, le citoyen se rend compte qu'il a signé un chèque en blanc et que les élus font ensuite ce que bon leur semble. Libre aux électeurs de ne pas revoter pour eux au bout de quelques années et de choisir un autre candidat... qui s'empressera d'agir de la même manière. Un véritable citoyen, impliqué dans la gestion des affaires de la « cité », ne peut se contenter de ce rôle de potiche. Dans un contexte particulier, en 1936, les anarchistes espagnols (CNT et FAI) avaient renoncé à mener une campagne pour l'abstention, craignant que cela ne profite aux forces fascistes. Durruti expliquait alors que le vrai problème n'était pas de voter ou pas, mais d'agir pour défendre ses intérêts et ses libertés. Un abstentionniste qui ne fait rien ne vaudrait pas mieux pour la révolution sociale qu'un mouton qui se contente de voter. Cependant, en votant on donne une certaine légitimité aux élus, donc un moyen d'exercer le pouvoir. À la première loi anti-sociale, nos dirigeants auront beau jeu de condamner les mobilisations

en se retranchant derrière le respect des institutions démocratiques. C'est ce qu'on a vécu depuis 2002 et il semblerait que la classe politique n'ait tiré aucune leçon. Les politiciens jouent dangereusement avec la flamme, persuadés que la raison poussera les citoyens à voter pour eux pour éviter de voir triompher le FN. La démocratie représentative est dans une sérieuse impasse : 79 % des 18-25 ans ont plutôt une mauvaise image des politiciens et 87 % le sentiment de ne pas être assez entendus³.

Par conséquent, celui qui accepte de voter devrait être prêt à s'investir encore plus dans la lutte sociale pour signifier aux élus qu'il est bien décidé à voir appliquer les mesures qu'il souhaite sans se contenter de jouer les moutons dociles. Qu'on vote ou pas, il est indispensable d'organiser des luttes destinées à faire respecter les intérêts des travailleurs. L'important, c'est moins ce que l'on fait le jour d'une élection que ce que l'on accomplit le reste du temps. On a pu constater avec chaque « réforme » rétrograde (retraites, Sécu, CPE...) que le gouvernement essaie de justifier ces mesures comme allant de soi pour « sauver » notre modèle social. Pour démasquer ces supercheres il est nécessaire d'organiser la résistance, pour convaincre de la nocivité de ces mesures et de la possibilité de trouver d'autres alternatives, mais surtout, de mener des actions massives et efficaces. C'est d'ailleurs, le meilleur moyen de créer une dynamique vertueuse : la prise de conscience de la supériorité des acquis par la lutte par rapport à ce que l'on retire d'une victoire électorale de la Gauche incitera à se détourner des urnes pour privilégier l'action directe. Là réside l'enjeu de l'abstentionnisme actif révolutionnaire. Prenons l'exemple des « acquis » du Front Populaire ; c'est la mobilisation des travailleurs, notamment par des occupations d'usine, qui a permis ces avancées (congés payés,

temps de travail, etc.). Ces acquis peuvent être perçus comme des concessions accordées par le Pouvoir socialiste pour sauver le système.

Seul le peuple peut s'exprimer en son nom et défendre ses propres intérêts, qui ne sont pas ceux de nos « élites », tant politiques qu'économiques. C'est à nous, abstentionnistes ou votants, de créer des contre-pouvoirs, en dehors du jeu des institutions légales, garantissant l'exercice d'une réelle souveraineté populaire. Le seul véritable rempart contre la « lepénisation » des esprits et la casse sociale qui profite aux candidats populistes, c'est la mobilisation de tous contre la dégradation de nos conditions de vie. Certains prêchent pour une « démocratie participative », bouée de sauvetage au système. Celle-ci se distinguerait du modèle représentatif par une plus grande responsabilité accordée aux citoyens (force de proposition, exercice de charges dans les institutions légales, etc.). Une sorte de cogestion en guise de concession à une population qui ne reconnaît plus la légitimité des gouvernants. Une retouche qui officialiserait pourtant l'absence de représentativité des élites politiques. On pourrait alors se demander ce qui empêcherait les quelques citoyens intégrés au système de se transformer à leur tour en aristocratie dirigeante ? Pourquoi ne pas pousser la logique jusqu'à son terme et franchir le cap de la démocratie directe, autrement dit l'autogestion ?

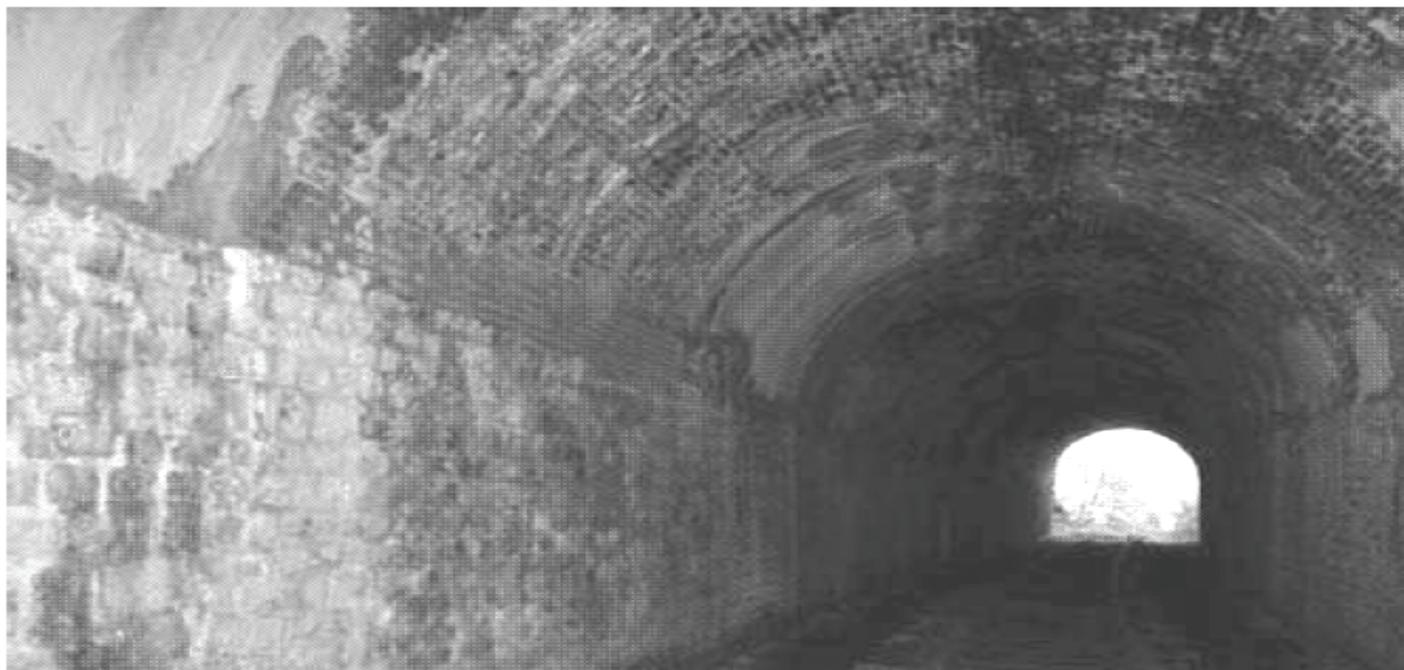
Syndicat interco de Châteauroux

1 - « Les listes électorales ont fait le plein : à qui profitera le civisme ? », *La Nouvelle République*, 3 janvier 2007.

2 - « Trois millions de Français ne seraient pas inscrits sur les listes électorales », *Le Monde*, 17 décembre 2006.

3 - « Sondage : les 18-25 ans ne se sentent pas entendus par les politiques », *Le Monde*, 20 décembre 2006.

Sur l'abstentionnisme anarchiste, voir : http://public.federation-anarchiste.org/IMG/pdf/FA_antielec_bass_def.pdf
http://public.federation-anarchiste.org/IMG/pdf/tract_election_basse_def_corrige.pdf



Remarques sur la manifestation du 8 février à Paris

Au départ, et c'est le sujet principal du tract, il s'agissait d'une manifestation unitaire SNCF annoncée depuis le mois de novembre 2006 ! Petit à petit est venue se greffer une journée d'action de l'ensemble de la fonction publique axée, comme par hasard, sur la défense du pouvoir d'achat, élément clé du programme de la gauche.

Le point de rassemblement des manifestants SNCF se situait Place d'Italie. Beaucoup d'entre eux étaient venus par le train car s'il y avait bien une grève des fonctionnaires, ce n'était pas le cas ni à la RATP ni à la SNCF (sauf éventuellement des préavis locaux et de manière très minoritaire). On peut interpréter cela de plusieurs façons : le fait de ne pas gêner les transports permet d'acheminer plus de monde à Paris, dans le cas d'une manifestation centralisée ; mais l'extension du mouvement et la constitution de manifestation sur l'ensemble du territoire rendent caduque cette explication. De plus la grève

SNCF aurait concerné tout les services et non pas les seuls voyageurs. Une autre explication, plus plausible, est la volonté de ne pas gêner ni provoquer d'animosité en période pré-électorale, montrant de ce fait la collusion entre les politiciens et les chefs syndicaux (si nous n'en étions pas encore persuadés). Pour nous, la lutte quotidienne syndicale doit s'accompagner d'une critique de nos activités, fussent-elles dénommées par le système « services publics », ne pas oublier comment elles sont nées et leur utilité sociale. Des revendications autogestionnaires et de gratuité sont insuffisantes, voire contradictoires avec un réel changement de société (nous développerons ce point de vue dans un prochain article). Arrivés pour distribuer nos tracts, nous nous sommes rendus compte de la forte présence de la CGT, répartie à proximité de ses cars / sono / buvettes. Les cégétistes de la SNCF ont ceci de particulier, pour beaucoup d'entre eux, de penser que le stalinisme

est encore vivant et qu'un tract de la CNT est une agression à leur pensée unique ! D'autres groupes, comme SUD, sont par contre plus demandeurs et viennent facilement réclamer notre « prose ». Nous nous mêmes également en devoir de rechercher les autres cortèges de fonctionnaires qui cheminaient par d'autres itinéraires pour faire la jonction au lieu de dislocation. Cortèges très aérés (espaces entre les services), très corporatistes, silencieux, les seuls slogans ou chants émanaient des cars-sono.

En conclusion, nous ressentîmes une forte impression de tristesse et de repli sur soi ; aucune parcelle de spontanéité ne s'échappait de cette morosité, chacun suivant l'autre pour faire son devoir de contestation. En route vers la tristesse égayée par la puérité des sifflets, pétards et torches à flamme rouge des cheminots shootant leur canette de bière.

Syndicat interco de l'Essonne

Au-delà de cette limite, votre billet n'est plus valable ou Voyage au bout de la nuit

Ça fait une drôle d'impression ces syndicats réunis pour un même appel ! Il y a là, dans le même bateau, la chèvre et le chou, l'âne, la carotte et le bâton et même le bon, la brute et le truand. Peut-être y a-t-il un capitaine dans ce grand rendez-vous consensuel ? Commémorens tous ensemble notre déchéance et retournons demain au chagrin.

Il y a longtemps qu'ils nous ont dit : « *votez pour nous, nous nous occuperons du reste* ». Alors, ils ont peut-être réussi avec leurs petits pouvoirs institutionnels à encadrer totalement toute velléité de révolte spontanée. Et pourtant, la SNCF malgré ses cloisonnements et ses familles de métiers différents a généré réellement des conflits forts, voire unitaires.

Maintenant, la grande illusion qu'il n'y ait d'autre option que le libéralisme a petit à petit envahi l'entreprise, comme l'ensemble de la société, et le syndicalisme sert l'accomplissement de ce destin.

À l'heure actuelle, après la partition RFF-SNCF, après la mise en place d'entités autonomes, le morcellement se poursuit et les privatisations pointent leur nez, ainsi que les atteintes au statut. Le frêt est exsangue, les régions en ont assez de payer et attendent la libre concurrence, les restructurations s'accroissent.

Les cheminots se résignent et cette résignation est une acceptation de fait des orientations prises tant dans l'entreprise que dans la société en général.

Un mouvement social qui ne mobilise que les seuls cheminots reste corporatiste, s'il mobilise l'ensemble de la fonction publique il est catégoriel, et s'il implique tous les travailleurs, chômeurs, précaires ou retraités, sans remettre en cause cette société capitaliste, il n'est que l'accompagnement de cet ordre social.

À la SNCF Madame Idrac a ironisé sur le côté archaïque des syndicats. Cette attitude est bien dans la ligne du libéralisme qui a le même discours pour le syndicalisme dans son ensemble. Serait-ce une exception française ? Alors, tout ne serait pas encore perdu. Le syndicalisme pourrait redevenir l'indispensable outil de changement social qu'il était au début du vingtième siècle.

Le capitalisme impose pour sa survie le développement des transports de marchandises et de personnes. Le TGV s'est imposé en France pour répondre aux besoins des « turbo-cadres » avec comme pendant la fermeture des lignes traditionnelles devenues « non rentables ». L'avion, dont le kérosène est détaxé, envahit l'industrie du tourisme à grand renfort de publicité et de prix hors concurrence. Les contraintes sur les

populations sont de plus en plus importantes, imposant des distances entre domicile et travail de plus en plus grandes. Les marchandises se baladent autour du monde en transconteneurs, en avions cargos... On veut relancer les voies fluviales à grand gabarit, percer un tunnel de 52 km sous les Alpes pour relier Lyon à Turin, créer un corridor frêt Méditerranée-Baltique, etc.

Se battre pour de meilleures conditions de travail et de services, c'est bien, mais ignorer l'organisation sociale qui permet leurs dégradations c'est s'exposer à des déconvenues certaines.

Notre but est bien de lier les préoccupations cheminotes à celles de l'ensemble de cette société en s'interrogeant sur ce qui est nécessaire et utile. Nous pensons que c'est le rôle véritable du syndicalisme, visant à un changement social radical. Cela passe par la critique du travail, de la marchandise et exclut tout corporatisme. Ne pas voir le sacage de la planète à cause d'une activité économique de plus en plus éloignée de nos préoccupations, c'est perdre toute possibilité de construction d'une vie libre et autonome.

*Tract distribué par
la région Nord de la CNT-AIT
lors de la manifestation
du 8 février à Paris*

Aux larmes citoyens !

Les 8 et 9 décembre derniers, le Téléthon a célébré ses vingt ans d'existence en France. L'Association Française contre les Myopathies (AFM) a été créée en 1957 à l'époque où l'État, plus marqué en France qu'ailleurs par l'idéologie pasteurienne de la médecine infectieuse, considérait que les cas particuliers, réels ou supposés, qui ne relevaient pas de telles pathologies, étaient négligeables. Les politiques sanitaires de l'État visaient, pour l'essentiel, à maintenir la force de travail et à éviter les épidémies qui lui étaient préjudiciables. Les myopathes, entre autres, mouraient alors isolés dans l'indifférence générale, entretenue par ailleurs par les dirigeants de l'Assistance Publique¹. En 1986, la rencontre de l'AFM avec le CEPH (Centre d'Étude du Polymorphisme Humain), laboratoire en manque de reconnaissance sociale et de financement, produira le premier téléthon. Dès 1987, un virage à 90° est pris² et les myopathes vont servir de vitrine larmoyante au complexe génético-industriel à grand renfort de mobilisations de masse, partout relayées par des mairies, des écoles, les entreprises, des groupes sportifs, des artistes, des militaires et même des détenus. À travers le Téléthon, l'objectif visé est la construction de l'acceptation sociale de la génétique et de son expansion à tous les domaines : à commencer par la médecine, dans laquelle on généralise l'approche génétique à toutes les maladies, l'agriculture avec les OGM ou encore la police avec les tests ADN.

Voilà comment, dans leur monde à l'envers, les généticiens escamotent l'essentiel, ou le considèrent comme annexe : les conditions de vie destructrices qui sont les nôtres aujourd'hui nous prédisposent à nombre de maladies, et même à des mutations plus dangereuses, bien plus que notre héritage génétique. Avec l'accélération de l'industrialisation du monde, les maladies se multiplient : d'anciennes épidémies reviennent au galop, comme la tuberculose ; de

nouvelles apparaissent comme le sida. Le cancer est en expansion rapide, en particulier à cause de l'accumulation de facteurs mutagènes, des pesticides³ aux radiations nucléaires. Cette vision réductionniste de la vie et de la maladie présente l'avantage pour les gestionnaires de la domination de rechercher dans le génome de l'individu isolé la cause essentielle de son « dysfonctionnement », voire les outils de sa « réparation ».

La peur de la maladie alimente la demande croissante de sécurité et de contrôle. Au besoin, les généticiens inventent des gènes ad hoc, comme celui de l'obésité, de l'homosexualité, du suicide, du crime... La peur est le fonds de commerce des mécanos de choc du Généthon. Ils nous invitent à nous faire tester pour déterminer ce qui est hors normes dans nos corps et dans nos esprits, et quelles précautions nous devons prendre au jour le jour en fonction de nos « prédispositions », comme citoyens responsables de notre « capital santé » face à la société, grâce au « conseil génétique ». Police en blouse blanche, chargée de détecter nos « déviances » et nos « faiblesses », les généticiens comptent bien échanger leurs fichiers contre le financement de leurs activités⁴. L'État moderne a toujours fait appel à la médecine pour justifier la coercition qu'il exerce. Pour adapter les hommes aux cloaques urbains créés par la révolution industrielle, la santé est devenue affaire d'État. Les biotechnologies à usage médical poussent encore plus loin la « gestion » des hommes comme du bétail tout juste bon à être domestiqué puisque, de l'aveu de Daniel Cohen⁵, c'est « *notre cerveau qui est en dessous de l'évolution de la société* ». Leur programme reprend celui de la génétique agricole, qui se propose avec les OGM d'adapter la plante à la surenchère des pesticides. Il s'agit dès à présent d'adapter les individus à l'environnement social devenu invivable, quitte à manipuler leur génome. Derrière l'écran de

fumée de la philanthropie, leur objectif apparaît clairement : c'est ce qu'il reste de capacité de résistances à la domination qu'elles veulent briser.

Le Téléthon donne bonne conscience aux citoyens modèles, pétris de bonnes intentions moralisatrices qui trouvent plus confortable aujourd'hui de croire que les maladies sont dans les gènes, comme ils ont cru hier qu'elles étaient dans les microbes, de verser quelques larmes de crocodile et de mettre la main au portefeuille sans plus se poser de questions.

Sous le vernis du progrès médical, le monde que les biotechnologies participent à mettre en place n'est pas celui d'individus et de communautés libres, capables d'affronter de façon aussi consciente et autonome que possible ce qu'il y a de douloureux dans l'existence humaine, à commencer par la maladie et la mort. C'est celui des tartuffes scientifiques qui annoncent sans rire le règne de la santé parfaite pour la fin du siècle... au milieu des décombres.

MW (Syndicat interco d'Amiens)

* Cet article est fortement inspiré par un quatre pages de « *Quelques ennemis du meilleur des mondes* », disponible sur simple demande à notre adresse postale..

1 - « *Contre tous les dos tournés, la ville hostile, la médecine absente, la recherche timorée, la presse silencieuse, j'ai décidé de mener ce combat, le refus de la mort annoncée* », Bernard Barataud, cofondateur de l'AFM.

2 - « *Faute de pouvoir attaquer la localisation de nos quarante maladies, nous en sommes venus à financer la cartographie du génome humain.* », B. Barataud.

3 - Fait symptomatique : le projet Génome Humain est né dans le département américain de l'Énergie, responsable du programme nucléaire des États-Unis, dans le cadre d'études sur l'identification des séquences génétiques dues à l'irradiation après Hiroshima et Nagasaki.

4 - L'accès aux fichiers médicaux, y compris génétiques, a permis aux compagnies d'assurance californiennes de rayer les « personnes à risques » de fonds de pension. En France, la CNAM (Caisse Nationale d'Assurance Maladie) a lancé un programme de recherche sur les bases biologiques et génétiques des prédispositions à certaines maladies professionnelles.

5 - Daniel Cohen, créateur du Téléthon, trouve dans son livre *Les gènes de l'espoir* un certain charme à Galton, biologiste anglais, inventeur de l'« Eugénisme » à qui il ne reproche qu'une connotation raciste « somme toute marginale ».

L'Irak, l'Irak et le capitalisme

Quand l'Irak ou l'Irak deviennent des sujets d'actualité, que ce soit dans les quotidiens, à la radio ou à la télévision, on n'y voit que des dictateurs, déchus ou non, des religieux en habit, des terroristes kamikase, des militaires et des opposants aux dictateurs, déchus ou non... De temps en temps on entend des spécialistes, qui de géopolitique, qui du monothéisme, qui des femmes musulmanes, qui de la culture persane, qui des ressources d'énergie. Et puis on entend beaucoup les politiciens de tout bord, depuis des conseillers américains jusqu'aux mollahs d'on ne sait plus quelle obédience. Les militaires et les religieux tiennent le haut du pavé. Comme si l'Irak n'y avait dans ces deux pays que ces gens-là ! Et pour les amateurs de culture, c'est comme si l'Irak était un morceau déca-

dent de la Mésopotamie et l'Irak, celui de la Perse. Ou des Abbassides et des Mogols. Présenter ces pays de cette façon équivaut à présenter l'Europe comme l'avorton de l'empire germanique de Charlemagne !

Comme si ces deux pays vivaient à l'ère d'un obscur Moyen-Âge, avec une économie obsolète, en dehors du monde capitaliste (sauf pour le pétrole, bien sûr) ! Le capitalisme est mondial. Et en attendant d'être complètement dans nos têtes, il régente tous les rapports sociaux.

Faut-il rappeler que ce ne sont pas les *ayatollah* qui ont chassé le *Schah* en 79, mais une succession de conflits sociaux ? Cinquante mille habitants de bidonvilles se battant victorieusement contre la police qui voulait les chasser, en 1977, fut le début de deux années de répression violente (loi martiale) et de grèves. Des paysans occupent des terres qu'ils ne possèdent pas et des conseils ouvriers prennent en main l'économie du pays. On connaît souvent mieux la



Découverte d'un puits de pétrole en Irak (1927)

suite, sans oublier la centaine de milliers de socialistes divers, hommes et femmes, exécutés par le nouvel État iranien de 1979.

Depuis plus de trois ans maintenant, alors que toute action ouvrière y est illégale, cet État affronte des actions de plus en plus radicales.

En 2003, ce furent 4 000 personnes arrêtées suite à des grèves et à des manifestations étudiantes. En 2004, des militaires tirent depuis leurs hélicoptères sur les grévistes

des mines de cuivre de Babak. Face à cette répression, la grève devient générale à Babak mais aussi à Khatoonabad. En 2005, grâce à la solidarité ouvrière de tout le pays, la grève de deux mois des ouvriers du textile est victorieuse. Toujours en 2005, grève des transports en commun à Téhéran. En 2006, grèves dans l'automobile et dans divers autres secteurs. La répression frappe de plus en plus fort, et la police politique a toute

l'attitude pour agir, mais, en septembre, ce sont 3 000 travailleurs d'une usine de moteurs diesel qui se mettent en grève contre les baisses de salaires.

La lutte des classes, corollaire de cette société, est partout. En Irak, l'État en place, dans un processus de privatisation, menace de licencier 5 000 ouvriers des raffineries nationales. Les salaires sont gelés depuis plusieurs années * et

pourtant le prix du fuel, principal moyen de chauffage, augmente sans cesse. Une seconde hausse est prévue en mars 2007. Mais les journalistes doivent estimer que tout cela n'a aucune importance pour nous puisqu'ils ne nous en parlent pas. Eh bien, ils se trompent.

Syndicat Interco Marseille

* Ça ne date pas de Bush, n'en déplaise aux altermondialistes pour lesquels tout le mal vient des États-Unis.

internationale



Communiqué de solidarité avec les habitants d'Oaxaca



Le XXIII^e Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs, réuni à Manchester les 8, 9 et 10 décembre 2006 avec la participation de Sections et d'Amis de France, Espagne, Allemagne, Norvège, Grande-Bretagne, République Tchèque, Russie, Slovaquie, Serbie, Italie, Portugal, Argentine, Brésil et Colombie, exprime sa solidarité avec la juste lutte des travailleurs et des habitants d'Oaxaca. L'AIT condamne énergiquement la répression féroce perpétrée par l'État mexicain et ses forces armées. Compagnes et compagnons, nous sommes avec vous ! Sachez que nous sommes en train de soutenir votre lutte avec des manifestations et des mobilisations dans certains des pays où l'AIT est présente.

Au-delà des frontières et des États, vive la solidarité internationale de la classe des travailleurs. Votre lutte est la nôtre !

Saluts fraternels.

Congrès de l'AIT, Manchester, décembre 2006

Unions régionales

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique.

Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

UR Centre : CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux ; **UR Midi-Pyrénées** : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban cedex ; **UR Paris et Nord** : CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex ; **UR Aquitaine** : CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux ; **UR Méditerranée** : CNT-AIT, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, 13001, Marseille ; **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6 ; **en Rhône-Alpes** : CNT-AIT/SII, BP 223, 38405, Saint-Martin-d'Hères cedex.

Communiqué de ACL/Groupe Nada (FA)

Réunion-débat : Agir au lieu d'élire. Spectacle : Ils ont voté et puis après... Meille chante Ferré et Brassens -Tables de presse - Buffet
Vendredi 6 avril à 20 h 30 - La Salle, rue Henri Poincaré, quartier La Rose à Toulon. Libre participation.

Transmis par le Syndicat interco. de Marseille

La grève est une arme

Voici donc passée la Noël. Elle a vu ses dimanches ouvrables et ses bonnets de Père Noël étoilés qui clignotent sur la tête des passants pendant quelques heures. Les illuminations (réduites cette année à cause des travaux du tramway) n'étaient qu'une redite de l'année dernière. Au cinéma, de la publicité pour des parfums de luxe et des femmes féminines comme les imaginent les hommes. Il y avait aussi des hommes virils, comme les hommes s'imaginent être.

Un hiver sur la Canebière

Il y a dix ans, à la même époque Paris avait son lundi au soleil à la fac de Jussieu * et un permanent médiatisé de la CGT arpentait la Canebière en tête des cortèges de chômeurs. Depuis, *Lundi au Soleil* a quitté les jeux des amphes et de la rue pour rejoindre le pilon de l'édition et la prime de Noël a été institutionnalisée. On a donc pu cette année encore magasiner quelques jouets en plastique cassable et une ou deux bouteilles de mauvais mousseux. Le reliquat des factures en retard est resté intact. Depuis, les conditions de survie des chômeurs (entendons des travailleurs entre deux boulots-avec-un-peu-de-chance) ont empiré. Des grands

rassemblements passés ne reste que l'apparition parfois de quelque mention de ces conditions économiques en marge des revendications corporatives ou générales (comme le logement). Si parfois le lien entre tous les exploités apparaît évident, la situation « chômage » (surtout pour les jeunes qui n'ont jamais travaillé ou pour les seniors chômeurs de longue durée) est rarement tout à fait intégrée au mouvement.

Un été festivalier

Il est à remarquer que la situation de chômeurs dépendant d'annexes particulières dans la convention Unedic comme les « intermittents du spectacle », ou comme autrefois les dockers, fait l'objet de revendications à part de celles que mettaient en avant les chômeurs lors de ce vieil hiver. Or, lors de la grande lutte estivale de 2003, parmi les manifestants opposés aux modifications des annexes du spectacle, se trouvaient côte à côte, des salariés permanents, des salariés occasionnels, des chômeurs indemnisés, des chômeurs non-indemnisés, des bénéficiaires du rmi etc., tous travailleurs du spectacle. Les premiers mouvements revendicatifs ont pris naissance sur les lieux de travail, en assemblée générale

ne réunissant généralement que les travailleurs en CDD, salariés directement concernés par les dispositions prises par l'Unedic. La période de l'année, début des festivals de l'été, est la période qui multiplie les lieux de grosse embauche. Ainsi, les assemblées générales sur les lieux de travail pouvaient réunir plusieurs centaines de personnes. Principalement des techniciens, du moins au début tant que les festivals n'étaient pas encore ouverts au public. Ce fut le cas par exemple pour le festival d'Aix, celui de Montpellier et d'Avignon pendant les premiers jours de lutte.

La grève et le lock out

La grève s'est avérée être l'arme la plus évidente pour obtenir le retrait pur et simple de la nouvelle convention Unedic. Les directions des festivals ont usé de toutes sortes de procédés pour désamorcer celle-ci à la base, dont les plus confusionnants (chantage affectif, mélo sur la survie du festival, invocation de la vocation culturelle etc.), jusqu'à ce qu'elles finissent par annuler toutes les représentations. D'une certaine façon, avec la fermeture des festivals, les grévistes pouvaient considérer que la première phase du combat était gagnée. Et elle l'était. Mais dépossédés, pour cause de

Argentine 2001-2005, projections-débats

Les 2 et 3 mars derniers, ont eu lieu au Laboratoire (8, place Saint-Jean à Valence), en présence de militants anarchosindicalistes, des projections-débats sur l'Argentine depuis 2001, à partir de 2 documentaires : *Mémoire d'un sacage* de F. Solanas et *Busqueda piquetera* de J. Gaggini et D. Planque. Ont été évoqués les événements de ces dernières années : crise de 2001, réponse populaire et expériences d'auto-organisation.

* *piquetera* de *piquete* : blocage de route.

Transmis par le Syndicat interco. de l'Isère

première victoire, de leur arme majeure, les grévistes sont devenus non-grévistes de fait puisque lourds de leur travail. Le rapport de forces n'était plus le même, puisqu'il ne se manifestait plus que par des petites actions médiatisées et l'arrivée dans le langage courant du terme « intermittent-du-spectacle » pour désigner d'une part toute personne pratiquant un métier ou un hobby peu ou prou artistique, et d'autre part toute condition sociale particulière à défendre dans le cadre de la démocratie.

La « grève générale » de deux mille trois

La démocratie actuelle a un vocabulaire particulier, comme tout régime, et c'est ainsi que les termes « grève générale » ont pris un nouveau sens. La grève générale, au plus fort du mouvement ouvrier et dès le début de la lutte des classes ne pouvait être qu'expropriatrice. Le prolétariat, pour abolir le salariat, devait prendre en main l'économie. Et donc s'approprier les moyens de production, les arracher des mains des capitalistes. La grève générale était le premier acte révolutionnaire.

En 2003, les grévistes appelaient à la grève générale requalifiée de fait et dans sa forme (grève plus ou moins rampante) et dans son but (démission d'un gouvernement). Les manifestations se déroulaient alors jusqu'au Prado, atteignant parfois les mobilisations de 1995. Si au début du mouvement la joie des grandes grèves se retrouvait dans des actions locales diverses, la pré-

sence au travail, bien que variable, ne bloquait aucun secteur de l'économie. Les « temps forts », les journées programmées à l'avance dans la rue, qui permettaient de se compter, se sont peu à peu affaiblis.

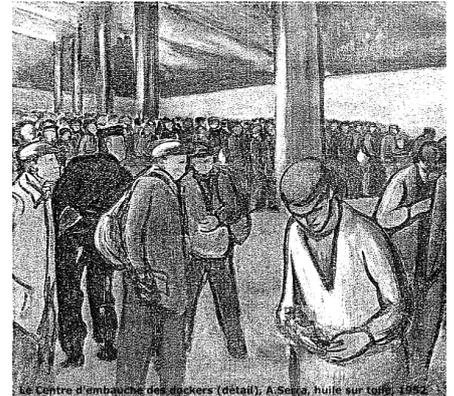
Et au plus bas de sa phase le mouvement attendit que les syndicats donnent le mot d'ordre de « grève générale ». Ils ne le donnèrent pas. La grève générale n'eut pas lieu et aucune revendication ne fut satisfaite.

Une journée

Les syndicats, dont la fonction est le maintien de la paix sociale, doivent, en démocratie, jouer le rôle de contradicteur. Et ce n'est pas une simple illusion. Sinon, gare à la révolte. De plus en plus souvent, alors que localement éclatent de nombreuses grèves, majoritairement offensives (on atteint, selon les chiffres officiels les 60 %), nationalement les syndicats appellent à des journées d'action isolées. Et cela essentiellement dans la fonction publique. Ces journées correspondent à des moments de négociations ou de discussions sur des projets de lois qui sont souvent sérieusement engagées. Il s'agit alors d'une simple démonstration de nombre. Chaque lieu de travail recense le nombre de grévistes ; on fait le total et voilà. Bien sûr aucune assemblée générale n'a décidé ni du motif de la grève ni de sa pertinence.

La grève est une arme

Pourtant, quand la grève a été décidée à la base, que chacun sait



pourquoi il est là, nul n'est besoin de « temps fort ». Il en fut ainsi en janvier pour les employés de Plan-de-Campagne qui écrivaient dans un tract qu'ils distribuèrent « *Syndicats, fichez-nous la paix !* ». Ils ont obtenu la satisfaction de toutes leurs revendications, l'une d'elle étant un simple sursis. Ni les patrons, ni les syndicats qui étaient en train de négocier avec eux, ne pouvaient faire face à la détermination des grévistes.

Si aujourd'hui la question du travail dans une société libre ne peut plus se poser de la même façon qu'elle se posait aux socialistes du XIX^e siècle et aux syndicalistes révolutionnaires du XX^e, il reste néanmoins que la grève générale ne peut être que l'arrêt de tout travail et donc un acte révolutionnaire.

Loiseau

(Syndicat interco. de Marseille)

* Lundi au Soleil était le nom que s'était donnée l'assemblée générale permanente qui se tenait à Jussieu à cette époque. Les textes issus de cette assemblée ont été publiés sous le titre *Lundi au Soleil*.

Cinéma Utopia

À Toulouse une employée du cinéma Utopia a gagné aux Prud'hommes contre son employeur. Utopia Toulouse a été condamné à 11 000 euros d'amende pour licenciement abusif. La direction n'avait finalement à reprocher à son employée que le fait qu'elle avait fait appel à l'inspection du travail ! D'un autre côté, les Prud'hommes ont rejeté les attaques de la direction d'Utopia contre le syndicat CNT-AIT de Toulouse, impliqué dans la lutte de l'employée contre son patron. Pour une fois les Prud'hommes ne se sont pas trompés ! Qu'on le veuille ou non, il n'existe pas d'entreprises de droite ou de gauche, il n'existe que des patrons et des salariés.

Syndicat interco. de Marseille

Des postiers marseillais appellent à témoignage

Des employés du bureau de poste Marseille 07 subissent des pressions régulières de la part du chef d'établissement. Ce dernier n'en est pas à son premier bureau de poste en ville et jusqu'à maintenant chaque employé se débrouillait pour être muté ailleurs. Aujourd'hui, les postiers de Marseille 07 estiment qu'il est grand temps que ce chef quitte définitivement la Poste. Ils ont besoin de tout témoignage de postiers ayant eu affaire à lui. Contact : advs@hotmail.com

Transmis par le Syndicat interco. de Marseille



La grève

La grève est pour nous l'arme par excellence que la société présente met entre les mains de la classe ouvrière. Astreinte à vendre son travail, cette classe est contrainte de se servir de sa force-travail pour obtenir dans l'atelier des améliorations, il la vend ou la refuse selon les conditions déterminées dans le groupement syndical. Par la grève, dans l'usine où le travailleur passe son existence, il est sur son terrain, sur son champ de manœuvre ; par elle il frappe directement son patron auquel il a demandé des améliorations, il lui porte préjudice en arrêtant la rentrée de profits escomptés. Par la grève, l'ouvrier lutte, agit, fait effort, car il ne peut, s'il veut vaincre, laisser à quelques-uns la charge d'agir pour lui. Pour faire grève, le salarié doit d'abord se vaincre lui-même, en surmontant ses habitudes de soumission et de passivité ; la colère soigneusement cachée que suscitent en lui les dures exigences de l'atelier, et qui créent dans son esprit une rupture, une négation théorique : rupture dans l'harmonie des rapports entre lui et le patron, négation de l'autorité et du droit patronal contre lesquels il s'élève, se matérialise, et dès ce jour il y a invinciblement une transformation qui s'opère dans le prolétaire. De ce moment, l'ouvrier ne reconnaît plus l'autorité patronale, elle n'est plus pour lui intangible, il va s'efforcer de la diminuer jusqu'à disparition complète. Or, la force du patronat réside dans la confiance qu'a en lui le travailleur ; celui-ci, convaincu que la forme du patronat est nécessaire pour la société, croit dans le patron, et s'il croit il lui est interdit de lutter contre son exploiteur.

La propagande syndicale a pour objet de chasser cette croyance faite de respect et de soumission ; la propagande prend corps par le groupement et la lutte. Répétons-le, la grève est la forme de lutte par excellence. Elle est l'arme par excellence parce qu'elle est le moyen pour le salarié de démontrer sa force, c'est-à-dire la valeur du travail sans lequel une société ne peut vivre, parce qu'elle est le moyen matériel d'atteindre le patron et parce

qu'elle constitue la rupture par laquelle le prolétaire « ose » défendre ses droits et ses intérêts.

La grève est donc pour nous nécessaire, parce qu'elle frappe l'adversaire, stimule l'ouvrier, l'éduque, l'aguerrit, le rend fort par l'effort donné et soutenu, lui apprend la pratique de solidarité et le prépare à des mouvements généraux devant englober tout ou partie de la classe ouvrière.

La grève, puisqu'elle est une arme, un outil mis à la disposition du producteur, ne peut aboutir que si ce producteur sait se servir de l'outil. Que vaut, en effet, une machine perfectionnée mise dans les mains d'un ignorant et d'un incapable ? Rien. Que peut la grève, outil excellent, si l'ouvrier ne sait pas la manier ? Rien. Entre des mains habiles, la machine est puissante et produit ; utilisée par des producteurs conscients et forts des combats soutenus, la grève est efficace et réussit.

Nous savons que pareil raisonnement n'a pas toujours été tenu. Longtemps, trop longtemps, on a dit au travailleur que la grève était une arme dangereuse, stérile, impuissante ; on lui a montré une prétendue inutilité de la grève pour l'en détourner et pour mieux le diriger vers l'usage de moyens politiques dont le moins qu'on peut dire, c'est qu'ils sont incapables de créer et de produire.

Et, malgré les condamnations et les excommunications, les grèves se sont multipliées, accrues, étendues ! C'est que la grève est au-dessus de nous, elle nous dépasse, nous sommes ses serviteurs. Aussi que valent ces condamnations et ces excommunications ? Rien. La vie les méprise et les rejette, elle n'en a cure. Et c'est justice. De ce qui précède, il résulte que la grève est une arme naturelle de lutte, qui n'a pas été inventée par l'homme, mais que la société porte en elle et impose aux déshérités. Ces derniers, pour en tirer profit, doivent apprendre à la manier et ils doivent la considérer non comme une arme nuisible par elle-même, mais d'un fonctionnement délicat, exigeant de bons manœuvriers. Pour être bon manœuvrier, il

faut avoir confiance dans son outil et dans son arme. Là est, et pas ailleurs, le secret de la grève. Il faut donc à nos yeux organiser la grève, la déclarer quand les circonstances sont favorables ou le paraissent, il faut s'entourer de garanties, il faut en un mot la faire à propos et non hors de propos.

C'est à une méconnaissance des exigences de la grève que sont dues les défaites. Mais cette méconnaissance s'atténue, s'amoindrit, c'est à la faire disparaître que pour notre part nous besognons. La classe ouvrière parviendra-t-elle à pratiquer la grève dans des conditions meilleures ? Oui. Elle y parviendra, lentement peut-être, difficilement c'est certain, et elle y parviendra d'autant plus vite que, souvent et utilement maniée, elle fortifiera les hommes, les rendra plus hardis et plus confiants.

Langage subversif, grossier, légitimant la lutte, le heurt, le choc, les passions et les haines, dira-t-on ! Nous répondrons : la grève n'est pas une distraction, ni un amusement, ni un passe-temps, elle est une nécessité – un mal nécessaire – elle nous prend, nous entraîne, nous importe, souvent malgré nous, et puisqu'elle est cela, nous ajoutons qu'il est préférable, ayant appris à la connaître, que nous en proclamions la valeur et l'urgence.

La preuve qu'elle s'impose se trouve dans ce fait : que le premier acte d'un ouvrier atteint ou non atteint par la propagande est de faire grève dès qu'il veut protester. C'est que la grève est là à sa portée, à l'état sauvage peut-être, mais état modifiable et perfectible.

Que sont la plupart des produits de la terre ? Des produits sauvages que l'homme par ses soins a transformés, modifiés, améliorés. Qu'est la grève produite par la société ? Une manifestation brutale que l'homme, par son expérience, peut transformer, modifier, améliorer.

Extrait de *Le syndicalisme révolutionnaire*
de Victor Griffuelhes
(transmis par
le syndicat interco de Marseille)



LE POINT SUR LA GRÈVE À MERCADONA (septembre 2006 - janvier 2007)

« Finalement, il y a des choses qui libèrent beaucoup plus que l'argent, le travail bien fait ou certains petits plaisirs de la vie : voir que des travailleurs de Mercadona ne participant pas à la grève lancée par la CNT viennent témoigner, dire la vérité et se moquent d'apparaître sur les photos ou d'être vus par les véritables spécialistes du faux témoignage amenés par Mercadona. Ce qui montre qu'ils ont perdu tout sentiment de peur. » (CNT Espagne)

27/09/2006 : Licenciement de 2 travailleurs membres du comité de grève.

29/09/2006 : Aggression d'un membre du comité de grève par 5 individus.

11/10/2006 : Licenciement d'un nouveau travailleur, originaire de la République dominicaine.

18/11/2006 : Nouvelle sanction de la direction contre un autre gréviste, que l'entreprise a fait venir d'Équateur il y a 3 ans.

28/11/2006 Le tribunal chargé de la requête contre Mercadona pour violation du droit de grève au centre logistique de Sant Sadurni d'Anoia, a reçu le rapport de 189 travailleurs que Mercadona a fait venir et a logé dans un hôtel 3 étoiles de Martorell pendant 5 mois (du 23 mars au 31 juillet 2006) – coût estimé de l'hébergement seul : plus d'un million d'euros pour l'entreprise, qui dit avoir « du mal à embaucher en Catalogne ». Les « jaunes » avaient tous droit aussi à des voitures de location et des vols gratuits sur tout le territoire (y compris les îles Canaries), ainsi qu'à un salaire moyen de 2.500 euros par mois.

Le jugement est reporté en janvier car le cabinet juridique de la CNT-E et le tribunal ont demandé plus d'information à Mercadona.

13/12/2006 : Mercadona a ouvert son dernier supermarché à Cordoue, sans autorisation mais en présence du maire (du Partido Popular), qui a invité 5000 des habitants de la ville à un repas financé (50.000 euros) par Mercadona, qui parle de sa « responsabilité sociale corporative ».

14/12/2006 : le maire de Malaga invite 1500 personnes (faisant partie de collectifs sociaux et d'habitants) à un repas, payé par Mercadona.

8/01/2007 : Nouveau passage au tribunal. Les témoins cités par l'entreprise sont 2 « gardiens de sécurité » de Halcon Security, un « médecin d'entreprise » peu enclin à signer des arrêts de travail et prescrivant de l'Ibuprofène à tour de bras, ainsi que plusieurs cadres et un chef de centre, mais pas des travailleurs.

Quant aux témoins de la CNT-E, ce sont des travailleurs non grévistes et non syndiqués, du centre logistique de Sant Sadurni d'Anoia et un autre du centre logistique de Séville.

La CNT espagnole continue sa campagne sur tout le territoire et appelle toujours à la solidarité et à la mobilisation hors des frontières de l'État espagnol.

Infos : www.cnt.es/mercacoso - caisse de solidarité :



Traduit et transmis et par le Syndicat intercorporatif de Montpellier



Petite librairie anarchosyndicaliste

Ouvrages à commander aux syndicats de Marseille, de Montpellier, de Perpignan ou disponibles à la librairie Sauramps à Montpellier

Flexibilité et précarité (SI Marseille)	1,50 €
Exclusion + réinsertion = travail forcé (SI Marseille)	1,50 €
Les élections professionnelles contre le syndicalisme (SI Toulouse)	1,50 €
Le syndicalisme révolutionnaire (Victor Griffuelhes)	1,50 €
La déclaration des principes du syndicalisme (R. Rocker)	1,50 €
L'action directe (Émile Pouget)	1,50 €
Le sabotage (Émile Pouget)	1,50 €
De la première Internationale à l'AIT (A. Castel)	1,50 €
Notre place dans le mouvement ouvrier (X. Frolan)	1,50 €
Anarchosyndicalisme et anarchisme (Pierre Besnard)	0,75 €
Ce que nous voulons (Errico Malatesta)	1,50 €
Le nucléaire militaire (SI Marseille)	1,50 €
La FORA, une organisation ouvrière anarchiste (Lopez Arango)	1,50 €
La récupération politique dans les mouvements de grève étudiants (SI Pau)	1,50 €
Société industrielle technologique (SI Essonne)	2,50 €

Pour contacter la CNT-AIT en zone Méditerranée

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Nîmes
BP en cours
Mèl : cnt-ait-nimes@voilà.fr

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif Alès - Saint-Ambroix
Bourse du travail
7, place Georges Dupuy
30100 Alès

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Marseille
Vieille Bourse du Travail
13, rue de l'Académie
13001 Marseille

Permanences
Le 1^{er} mercredi du mois, de 17 à 19 heures 30, à la Vieille Bourse du Travail ; table de presse le dernier samedi du mois, à partir de 10 heures, devant la bibliothèque de l'Alcazar (avec le comité de soutien Mumia Abu-Jamal).

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Perpignan
9, rue Duchalmeau
66000 Perpignan

Permanences
tous les mercredis, à 21 heures, au 9, rue Duchalmeau
Mèl : ul.perpignan-cnt-ait@club-internet.fr

Permanences des JL
le mercredi à 18 heures.

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de Montpellier
BP 51142
34008 Montpellier cedex 1
Mèl : contact@cnt-ait-montpellier.org
Site Web : www.cnt-ait-montpellier.org

Pour contacter la CNT-AIT en zone Rhône-Alpes

CNT-AIT
Syndicat Intercorporatif de l'Isère
BP 223
38405 Saint-Martin-d'Hères cedex

Permanences
tous les mardis de 17 à 19 heures, au 102, rue d'Alembert, à Grenoble
Tel : 08 70 57 38 22
Mèl : cnt.ait.grenoble@free.fr

Sur Gap
Mèl : cnt-ait-gap@hotmail.fr

Sur Valence
Le Laboratoire, 8, place Saint-Jean
26000 Valence

Permanences
tous les samedis de 14 à 17 heures, au « Laboratoire ».

Les affiches, tracts et autres matériels signés SAM-CNT, CNT 66, CNT 34, CNT 84 ou portant la mention « rue des Vignoles », n'émanent pas des syndicats de la CNT-AIT.

Réalisation des pages Méditerranée - Rhône-Alpes
CNT-AIT BP 51142
34008 Montpellier cedex 1

Abonnements
1 an (6 n^{os}) : 7,5 euros
Soutien : 15 euros
Chèque à l'ordre de CNT-AIT

Pour recevoir gratuitement deux numéros de notre journal, envoyez vos nom, prénom et adresse à la réalisation des pages Méditerranée - Rhône-Alpes : CNT-AIT Montpellier.

dans

grève

il y a

rêve